

## **23<sup>ème</sup> FORUM DE BAMAKO**

### **Termes de référence**

**Thème :**

**Développement local comme facteur de Paix et de Sécurité**



**En présentiel et distanciel (vidéo-conférence)**

**18, 19 et 20 mai 2023  
Bamako**

## Table des matières

<b>I. PRESENTATION DU FORUM DE BAMAKO</b> .....	3
<b>II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION</b> .....	3
<b>1. Développement local, sécurité et Paix : un enjeu majeur dans le contexte actuel</b> .....	3
<b>2. Développement local, de quoi parle-t-on ?</b> .....	6
<b>a. Penser le Développement Local (DL)</b> .....	6
<b>b. Le Développement Local (DL) en action</b> .....	7
<b>3. Lier pensée et action</b> .....	9
<b>a. Penser juste c'est d'abord voir large</b> .....	9
<b>b. Agir avec audace :</b> .....	11
<b>III. OBJECTIFS ET THEMATIQUES DU FORUM</b> .....	12
<b>IV. DATE DU FORUM ET FORMAT DU FORUM</b> .....	17
<b>V. STRUCTURATION ET ORGANISATION PRATIQUE DU FORUM</b> .....	18
<b>VI. MECANISMES DE PARTENARIAT</b> .....	20
<b>VII. PRODUITS :</b> .....	20
<b>VIII. PARTICIPANTS</b> .....	21
<b>IX. COMMUNICATION ET VISIBILITE</b> .....	22
<b>X. LES GRANDS THEMES ABORDES PAR LE FORUM DE BAMAKO</b> .....	22
<b>XI. PROGRAMME INDICATIF</b> .....	23
<b>XII. CONTACTS</b> .....	24

## I. PRESENTATION DU FORUM DE BAMAKO

Manifestation unique en son genre en Afrique, le Forum de Bamako est un espace de réflexion de haut niveau sur l'avenir du continent. En deux décennies, il a réussi à plus de 25 000 personnalités et organisations venues de tous les horizons.

Initiative africaine originale, le Forum est un colloque annuel et international, hors des cadres conventionnels et institutionnels. Il conjugue liberté de parole, convivialité et haut niveau de débats.

Il est un espace de réflexion, de partage d'expériences et de points de vue sur les grands sujets de l'heure qui touchent le continent africain. Il s'emploie au fil des années, à travers ses propositions et recommandations, à devenir une source d'inspiration pour les dirigeants africains et d'actions pour les acteurs économiques et politiques du continent.

Axé sur les enjeux du développement de l'Afrique, c'est un lieu et un temps d'échange d'idées et de dialogue où se rencontrent chefs d'entreprise, hommes et femmes politiques, décideurs publics, universitaires, experts, représentants de la société civile et des médias, du continent africain et des autres continents.

Le Forum a pour ambition de favoriser le métissage de connaissances et le partage des savoirs dans une approche participative.

La 23<sup>ème</sup> édition portera sur la thématique « *Développement local, comme facteur de Paix* ». Aussi, pour traiter toutes ces questions d'ordre institutionnel, politique, démographique, économique, sociale et de paix, relatives à la problématique du développement local, tant en milieu urbain que rural, comme facteur de paix, la Fondation du forum de Bamako organise cette 23<sup>ème</sup> édition avec le Gouvernement du Mali en étroite partenariat avec l'organisation panafricaine faitière des collectivités territoriales du continent « Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) et le Système des Nations Unies au Mali.

## II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### 1. Développement local, sécurité et Paix : un enjeu majeur dans le contexte actuel

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique fait fréquemment parler d'elle à travers des tragédies sécuritaires et humanitaires, reflets de multiples crises qui secouent le Continent, comme exposé par M. ANNADIF, chef du Bureau des Nations Unies



pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel (UNOWAS), dans son rapport pour la période du 18 juin au 21 décembre 2021 sur les activités d’UNOWAS, « *Il est certain que l’Afrique de l’Ouest et le Sahel continuent de progresser dans de nombreux domaines. Cependant, la sous-région est aux prises avec l’insécurité, qui risque d’annuler des avancées durement acquises* ».

Malgré les efforts nationaux, régionaux et internationaux, la situation sécuritaire dans la région demeure complexe et difficile. Les groupes extrémistes violents continuent d’étendre leur champ d’opérations au Sahel, notamment dans la zone des trois frontières du Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ciblant à la fois les civils et les forces de sécurité dont l’effet majeur est la crise humanitaire multiforme que vit la région caractérisée principalement par une augmentation de la pauvreté endémique et une augmentation des déplacés internes sur le continent. Phénomène amplifié par la pandémie de la Covid-19, la perte des récoltes du fait de la sécheresse, de la présence de groupes extrémistes dans des villes ou zones comme au Centre Mali ou à l’Est du Burkina créant ainsi leur isolement et des conflits intercommunautaires particulièrement dans la région du Sahel.

Ces conditions désespérées ont entraîné l’augmentation des personnes vulnérables soumises à la traite des êtres humains. Selon le rapport mondial 2020 de l’ONU sur la traite des personnes, 59% des victimes de la traite enregistrées en Afrique de l’Ouest et du Centre sont des enfants et 27% sont des femmes.

Ainsi en 2022, plus de 30 millions de Sahéliens ont eu besoin d’aide et de protection, soit plus d’un million de plus qu’en 2021 selon le rapport du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l’ONU (OCHA), soulignant que « les conflits, la violence, les déplacements et les crises socio-économiques entraînent une hausse rapide des besoins dans cette région ».

La jonction des conflits et de la violence, de la grande pauvreté, des pressions démographiques, d’une gouvernance faible, d’une insécurité alimentaire et d’une malnutrition chroniquement élevée, et l’impact du changement climatique poussent « des millions de personnes à la limite de la survie »<sup>1</sup>, au Sahel, en Afrique Subsaharien impactent le développement et la gouvernance de ces territoires. Ces derniers administrés au niveau local par des collectivités territoriales échappant, ainsi, dans des proportions plus ou moins importantes au contrôle des États.

---

<sup>1</sup> Selon l’[OCHA](#),



Pourtant, l’Afrique et particulièrement le Sahel est aussi un terreau d’espoir et révèle d’énormes potentiels liés aux ressources humaines, naturelles et culturelles multiples et variées. Le continent affiche des tendances positives depuis plus de deux décennies avec des améliorations palpables tant sur le plan du développement social, sanitaire que sur le plan économique et démographique. En témoigne la progression de l’Indice de Développement humain (IDH) qui s’avère trois fois supérieure au reste du monde depuis 1990, avec une espérance de vie passée de 49 à 61 ans, une croissance économique parmi les plus élevées du monde (4,9%/an depuis 2010), des ressources abondantes et une population jeune qui, en 2050 selon les projections, sera composée d’une personne âgée entre 15 et 24 ans sur 5 au Sahel.

Aussi, malgré ces progrès et ces potentialités, la Banque Mondiale prévoyait une décélération de la croissance en Afrique subsaharienne, de 4,1 % en 2021 à 3,3 % en 2022, exacerbé par la guerre en Ukraine. En juillet 2022, 29 des 33 pays d’Afrique subsaharienne pour lesquels des informations sont disponibles présentaient des taux d’inflation supérieurs à 5 %, tandis que 17 pays affichaient une inflation à deux chiffres. Ces tendances compromettent la réduction de la pauvreté, déjà mise à mal par les conséquences de la pandémie de COVID-19.2

Cette tendance conjuguée aux crises multidimensionnelles que rencontrent de nombreux États du continent compromettent de manière significative l’atteinte, à moins de huit ans de la fin de l’agenda 2030 - des Objectifs du Développement Durable (ODD) notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l’environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.

En effet, à mi-parcours du délai fixé à l’horizon 2030, certaines projections affirment que l’Afrique n’atteindra pas la cible des ODD en matière de réduction de la pauvreté extrême, même d’ici 2043. Soit à 20 ans de l’Agenda 2063 de l’Union africaine dont la vision est de construire une Afrique intégrée, prospère et en paix, gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique dans l’arène internationale.

Pour que les États africains parviennent d’ici 2030 à atteindre les cibles des ODD escomptés, ils devraient quadrupler leur taux de réduction de la pauvreté 2019, avant la COVID, ce qui rend la réalisation de l’objectif quasiment impossible. À condition d’opérer un changement de paradigme sur la conception et la mise en œuvre des politiques de développement basé sur une nouvelle vision de développement global adoptée par les autorités africaines ainsi que de nouvelles



approches/techniques, faisant une large place aux territoires et aux populations locales dans toutes les étapes de la planification du développement local.

## 2. Développement local, de quoi parle-t-on ?

*Penser en homme d'action et agir en homme de pensée (Bergson)*

### a. Penser le Développement Local (DL)

#### *Voies et voix d'une notion polysémique*

L'expression DL connaît un succès médiatique d'autant plus grand qu'elle est polysémique car formée d'un substantif et d'un qualificatif qui sont, eux-mêmes, polysémiques. Qu'est-ce en effet que le développement ? Qu'est-ce que le local ? Chacune de ces questions pourrait faire l'objet de multiples thèses.

À l'instar du Développement Durable, de la Sécurité Humaine ou du développement territorial, pour citer trois notions auxquelles elle est étroitement liée, la notion de DL est utilisée par des universitaires, producteurs de savoir (des géographes, des socio-anthropologues, des économistes, des politistes) mais aussi des administrateurs.

Les directions sur lesquelles elle pointe les voies auxquelles elle donnerait accès - sont nombreuses : paix, sécurité, intégration régionale, durabilité environnementale, préservation des écosystèmes en sont quelques-unes.

Les hérauts du DL - les voix - sont aussi nombreux : des militants altermondialistes, des spécialistes des questions de gouvernance, des agences donatrices ....

On est donc avec le DL comme en présence d'un tableau impressionniste sur lequel plusieurs regards se porteraient et plusieurs groupes viendraient porter leur touche.

En pareil cas, le premier défi consiste à séparer l'ivraie de la bonne graine. Il faut se doter ou disposer d'un cadre conceptuel susceptible de servir de boussole pour pouvoir naviguer entre de multiples notions portées par de multiples supports (institutionnels, formels ou non formels) et des paradigmes apparentés mais pas réductibles les uns aux autres.

Pour relever ce défi, une « déconstruction » (Derrida) de la notion pourrait être indiquée, éclairante. Ses origines théoriques, sa gestation, sa filiation, sa naissance et sa maturation fourniraient des indications utiles quant à son intérêt scientifique, sa valeur heuristique, son caractère opératoire et ses limites. Un tel exercice permettrait aussi de dégager une définition opérationnelle

### *Une constante : l'opérationnel*

Le souci de disposer d'une définition opérationnelle se justifie eu égard au fait que, même sommaire, une déconstruction de la notion montre que, par-delà les tropismes disciplinaires, il y a chez les tenants du DL une préoccupation commune : celle de l'action, qu'elle soit incrémentale, réformiste ou transformatrice ; en d'autres termes des *préoccupations opérationnelles* animent les tenants du DL. En effet ce ne sont pas simplement les producteurs de connaissances, ceux dont c'est le métier que de produire des connaissances mais ce sont, pour beaucoup, des acteurs au sens d'hommes d'action.

Décideurs nationaux et internationaux en matière de politiques publiques, agences de coopération bi et multilatérale, secteur privé national et multinational, ONG nationales et internationales, organisations communautaires se rallient derrière cette bannière pour transformer le réel, surmonter les aspérités du réel.

La diversité des partenaires de cette session du forum en témoigne largement : le DL est une préoccupation majeure pour une large gamme d'acteurs. Foin donc avec le DL de la dichotomie pensée et action. *Ceux qui pensent le DL le font en hommes d'action.*

### **b. Le Développement Local (DL) en action**

#### *Domaines d'intervention /Points d'inflexion*

« *Je suis homme et rien d'humain ne m'est étranger* ». S'il était un humain, le DL pourrait reprendre à son compte cette pensée de Saint Augustin. Rien du développement n'est en effet neutre par rapport au DL car il n'est pas d'initiative de développement qui n'ait un contenu local et/ou n'affecte positivement ou négativement le niveau local. Que ce soit par les facteurs qu'elle touche ou que ce soit par les acteurs qu'elle interpelle. Cette règle est quasi immuable même si, bien évidemment, ses effets et son impact varient d'un point à l'autre en fonction du mix des facteurs convoqués/mis en mouvement par l'évolution du système, de la configuration des acteurs, de l'intensité du jeu des acteurs, et de la nature de l'initiative.

De façon empirique, il apparaît que les initiatives en faveur du DL s'articulent autour de quatre thématiques/registres :

→ *Amélioration des cadres macro-économiques* : les politiques fiscales, monétaires, d'investissement publics, de gestion de la dette, d'aménagement du territoire... qui ont été mises en œuvre dans les années 80-90 à la faveur

des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) soucieux de restauration ou d'établissement des grands équilibres macroéconomiques ont eu un effet sur la croissance économique mais ont mis à mal le développement local car cette croissance a accru les inégalités sociales et les disparités spatiales. A l'inverse les politiques macro de lutte contre la pauvreté ont eu des effets plutôt positifs sur le DL ;il devrait en être de même avec les Objectifs du Développement Durable (ODD),un référentiel onusien dans lequel la réduction des inégalités occupe une place explicite ,voire centrale ,à bien y réfléchir.

- **Accès aux ressources productives** : les ressources en terres, eau et biodiversité - la biomasse en un mot- constituent pour les groupes sociaux dépourvus de capital financier ou technologique les principales ressources productives. La gestion de ces ressources est généralement partagée entre des pouvoirs locaux et nationaux, voire supranationaux. Les codes qui régissent l'accès à ces ressources font l'objet de réformes dans plusieurs pays. Si certaines réformes et initiatives facilitent le développement local, d'autres au contraire le mettent en péril ; c'est le cas lorsque des considérations économiques et financières priment sur le reste car les pouvoirs locaux n'ont pas accès au capital financier et technologique et ne pèsent donc pas lourd dans l'équation.
- **Accès aux services sociaux** : éducation, santé, emploi, filets sociaux, habitat/logements constituent des priorités. Le regard sur ces biens a changé et les investissements dans ces secteurs ne sont plus considérés comme improductifs comme le voulait une certaine *doxa*. Ils sont considérés comme source de développement durable et le socle de l'émergence et du DL. L'accès à des services sociaux de base, à des infrastructures socio-économiques, ainsi qu'à des financements est désormais reconnu comme ayant des effets de levier direct sur la qualité de vie, en plus de déterminer l'offre d'opportunités économiques aux populations et communautés de base. 5Ex : PUDC du Sénégal) Des progrès significatifs ont été enregistrés dans ce domaine qui se traduisent par une amélioration de l'Indice de Développement Humain dans les pays du Sahel -à l'exception du Mali .Mais ces progrès sont inégalement répartis et ne percolent pas au niveau local dans la plupart des cas.
- **Gouvernance** : le niveau local est le maillon faible des réformes de la gouvernance lorsque celle-ci est comprise comme interaction États/citoyens .Le niveau local est également le maillon faible en ce qui concerne



l'intégration nationale qui est au cœur de la république La décentralisation et le DL ont été promus au rang d'impératifs pour améliorer cette interaction qui est lacunaire dans les zones retardataires et les « friches étatiques ». Celles-ci devaient retenir tout particulièrement l'attention des décideurs soucieux de promouvoir l'équité territoriale en application du principe de « *leave no one behind* ». C'est ainsi que des programmes d'urgence ont été mis en œuvre en milieu rural pour promouvoir l'intégration nationale, via le désenclavement de ces zones. Ainsi du PUMA qui vise la modernisation des axes et territoire frontaliers et entend contribuer spécifiquement au désenclavement routier, fluvial, maritime, téléphonique et numérique des zones et populations frontalières. Ainsi aussi de Promovilles qui cible essentiellement les zones infra-urbaines. Mais ces initiatives se heurtent encore trop souvent au jacobinisme encore vivace aggravé par un présidentielisme exacerbé.

→ *Financement du développement local et des projets structurants.*

→ *Désenclavement numérique territorial, enjeux de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et facteur de sécurité et de paix ;*

Ces six registres/thématiques sont, pour des raisons de commodité intellectuelle/analytique, présentés comme distincts, voire séparés ; en réalité ils sont fortement enchevêtrés et contribuent à la sécurité humaine dont ils constituent de simples facettes. Pris ensemble ils constituent des accélérateurs ou des freins du DL.

### 3. Lier pensée et action

« *Allier le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté* », comme le recommandait Antonio Gramsci, semble être une piste digne d'intérêt. La formule peut se décliner sous forme de deux impératifs : penser juste, d'une part ; d'autre part, agir avec audace.

#### a. **Penser juste c'est d'abord voir large.**

Le premier pas dans cette direction consiste à élaborer des **diagnostics stratégiques** plutôt que de simples états de lieux, l'objectif étant d'aller au-delà des photographies qui, par essence, sont statiques pour comprendre les dynamiques qui ont donné naissance à la situation que capture la photographie. En d'autres termes, il s'agit d'aller au-delà de l'écume des flots pour comprendre les vagues dont les mouvements donnent forme au DL.

Sans préjuger des résultats de tels exercices, il apparaîtra sans doute qu'il faut procéder à une *approche systémique*, plutôt que sectorielle, du DL car en tant que système DL résulte de l'interaction de plusieurs variables se situant sur divers registres -économique, social, politique, environnemental, culturel, technologique -et dotées d'une motricité différente. Parce qu'il est dynamique, ce système, tout comme l'écosystème dans lequel il s'insère, évolue, change et parfois change vite. Rien n'illustre mieux l'intérêt mais aussi la difficulté de l'approche systémique que le changement climatique (CC). On constate en effet que, en raison du CC, les terroirs et territoires utiles se rétrécissent et leur potentiel productif (biomasse) est menacé. De ce changement qui a pour origine une variable environnementale, découlent des difficultés économiques réelles et des vulnérabilités sociales accrues pour de nombreux groupes qui vivent de l'exploitation de la biomasse .Il en est ainsi en de nombreux lieux, surtout au Sahel, parce que les systèmes de production, dans leurs aspects techniques , n'évoluent que peu alors que les conditions qui les rendaient possibles ,singulièrement la disponibilité des terres et des ressources hydriques, ont disparu ou se sont amenuisées. L'espace rétréci devient le théâtre de conflits entre groupes sociaux locaux -l'Intensification des conflits éleveurs-agriculteurs en est une illustration - et entre ces groupes et l'État et ses démembrements locaux. L'enjeu est alors le pouvoir sur l'espace en question au moyen d'un renforcement du contrôle physique des populations (mobilité mise à mal par frontières) ou d'une domination idéologique (viol de l'imaginaire, colonisation des imaginaires africains, conflits mémoriels). Le contrôle de cet espace physique ou psychique peut avoir pour protagonistes des acteurs locaux mais l'espace peut aussi être objet de luttes entre puissances locales, nationales et internationales : il y a en pareil cas une dimension géopolitique et géostratégique à prendre en considération dans le diagnostic stratégique.

Ainsi, même s'il a pour point de départ une variable environnementale, le diagnostic stratégique ne peut manquer de s'élargir et de s'approfondir pour prendre en considération d'autres dimensions constitutives du système : des dimensions économiques, sociales, technologiques, culturelles, politiques.

S'il est bien mené, le diagnostic stratégique établira que l'issue des luttes pour le contrôle de l'espace est incertaine pour deux raisons.

La première est que la configuration actuelle des facteurs de conflictualité est inédite, inattendue, voire anémique à certains égards .Sauf à céder à l' »illusion rétrospective » pour utiliser une expression forgée par G. Berger, les solutions d'hier ne donneront pas les fruits escomptés ;la seconde est que, entre acteurs locaux et internationaux, il n'y a pas de frontière infranchissable, de barrière

étanche mais plutôt fluidité et capillarité selon des stratégies diverses allant de la collaboration à la concertation ,voire aux alliances. En pareil cas de figure, la prospective peut être éclairante et constituer un précieux outil d'aide à la décision : « *C'est pourquoi penser juste, c'est penser le jour d'après, voir loin* ».

Ce postulat qui fonde en raison **la réflexion prospective** prend tout son sens aujourd'hui. Aujourd'hui plus que jamais, on ne saurait se passer de réflexion prospective lorsque l'on souhaite agir en stratège, c'est-à-dire adopter une attitude proactive. Que peut-il advenir ? Est une question qu'il faut se poser de façon régulière, voire routinière, car dans le monde incertain d'aujourd'hui, la seule certitude est que l'histoire est loin d'être arrivée à sa fin, contrairement à ce que soutenait bien imprudemment Francis Fukuyama à la fin de la guerre froide et que l'avenir sera fort différent du présent. Des perspectives portant sur le DL seraient bienvenues à cet égard car elles viendraient compléter les exercices nationaux ou régionaux de prospective.

### **b. Agir avec audace :**

Il s'agit, en l'occurrence, de mieux articuler les différents niveaux spatiaux de développement. L'approche dite GLOCAL (GLObalocal) consiste à relier le local au national ou au global dans un mouvement ascendant qui part du bas vers le haut. Le choix de faire du local le point de départ de la construction du développement exprime un respect pour les communautés de base et la reconnaissance qu'elles sont porteuses de cultures utiles pour un développement durable parce qu'endogène. Cette valorisation va de pair avec un mouvement de remise en cause d'une mondialisation homogénéisante, peu respectueuse de la diversité culturelle et adepte des raccourcis et du mimétisme au motif qu'il n'y a pas, en matière de développement, d'alternatives aux voies suivies par les pays aujourd'hui développés<sup>2</sup>. Cette valorisation du local est aussi associée à un mouvement de désoccidentalisation qui est démographique, économique avec la montée du Sud dont témoignent les BRICS, culturel (appétit pour la diversité des formes d'expression) et politico-idéologique (ère apolaire).

Il ne saurait être question pour autant de s'enfermer sur soi, ou de chercher au nom de l'endogénéité, une autarcie désormais impossible. Il faut au contraire s'organiser au niveau local pour tirer un meilleur parti des efforts d'intégration nationale, régionale et continentale. Il faut pour cela pratiquer un double mouvement d'enracinement dans le local et d'ouverture au monde extérieur.

---

<sup>2</sup> Cette conception étriquée et anhistorique est appelée syndrome TINA.

Certaines initiatives ont réussi à pratiquer ce double mouvement ; elles sont le plus souvent inattendues dans les niches où elles sont apparues et, contrairement à une certaine doxa, la culture explique, plus que l'économie, leur succès. L'on peut même à propos de certaines d'entre elles parler de résilience. Même si elles restent encore locales et rencontrent le défi de la mise à l'échelle.

Leur mise à l'échelle va requérir de marcher sur deux jambes : technique et politique.

→ *Au plan technique*, il y a urgence à passer des stratégies réactives aux stratégies proactives ; de passer des politiques de type incrémental à des politiques de type transformationnel. Le DL ne donnera en effet la pleine mesure de son potentiel que s'il va de pair avec intensification des échanges ; à cet égard des projets continentaux ou régionaux comme transsaharienne, corridors, ZLECAf méritent une attention soutenue.

→ *Au plan politique*, c'est un nouveau contrat social qui sera requis ; une nouvelle conception de la citoyenneté devrait servir de point d'ancrage du DL.

Ainsi, le développement local - amorcé initialement sur des territoires ruraux marginalisés par la "grande économie" - comme mobilisation spontanée des acteurs locaux, et le développement territorial comme mobilisation combinée de l'initiative nationale et de l'action locale semblent être, pour de nombreux observateurs économiques et politiques, un niveau pertinent de l'intervention publique en faveur du développement.

Aussi, la 23<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako (analysant le contexte sécuritaire, géostratégique et géopolitique mondial et africain) fait le choix de se saisir et de traiter le Développement Local, la Sécurité et la Paix.

### **III. OBJECTIFS ET THEMATIQUES DU FORUM**

#### **i. Objectifs**

L'*objectif général* de la rencontre est d'approfondir le débat sur le tryptique « développement local, la sécurité et la paix » à la lumière des expériences menées en Afrique et ailleurs dans le monde. Le Forum permettra de fournir non seulement des données actualisées sur cette problématique mais également de tirer les leçons et partager les expériences vécues ainsi que les politiques mises en œuvre divers niveaux.



De manière spécifique, il s'agira de :

- Répondre aux différents questionnements contenus dans les six approches retenues
- Faire le point de la mise en œuvre des Agenda pertinents par rapport à cette problématique, en particulier l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063
- Analyser les contraintes liées à la mise en œuvre des programmes de développement local, avec une attention particulière à l'impact de la COVID-19 sur les systèmes socio-économiques, culturels et politiques

En d'autres termes, il s'agira dans un premier temps **d'analyser les processus de développement qui ont laissé pour compte des territoires** « relégués » voire « perdus » de la République. Après 60 ans d'appui national et international au développement, il est important de requestionner les approches qui n'ont de toute évidence pas donné tous les résultats positifs escomptés.

**Puis d'interroger**, au regard des expériences croisées des différents États africains en la matière, **cette démarche fédérative visant à mobiliser durablement des acteurs d'un territoire** autour d'un projet à la fois économique, institutionnel, social et culturel avec comme finalité l'atteinte des ODD et de ceux de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Et enfin, de **passer en revue certains questionnements pour trouver les voies et moyens de faire du développement local, un véritable outil en faveur de la sécurité et de la paix sur le continent.**

Les questionnements sont nombreux, parmi ces derniers à travers les approches politico-institutionnelles et opératoires, il peut être cité les suivants : les interactions entre aménagement du territoire, développement territorial, et développement local ? Le bilan du processus de décentralisation en cours sur le continent sur la gouvernance et l'accès des populations aux services sociaux de base ? Les spécificités des approches utilisées dans les initiatives de développement local ? La notion de développement local aux contours souvent flous et aux enjeux multiples pour le continent ? Les synergies entre les différents niveaux d'intervenant pour accélérer la fourniture de services publics locaux aux populations ? Les ressources humaines nécessaires pour piloter le développement local dans un contexte de crise multidimensionnelle ? Les acteurs du développement local en Afrique et l'imbrication de leurs rôles dans le contexte actuel de décentralisation et de régionalisation ? Le financement innovant du développement territorial et

local ? Le capital humain nécessaire pour une croissance économique régionale ? La place des nouvelles technologies et la digitalisation (le numérique) pour accélérer le processus du développement local notamment pour l'accès des communautés locales aux services sociaux de base (sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement, éducation, santé et énergie...) ? Les obstacles et défis dans la mise en œuvre du développement local sur un territoire donné qui devient un lieu d'expression, de mise en débat et de choix des orientations de politiques locales, qui en construisent l'identité en se projetant dans une vision d'un futur meilleur, d'un futur inclusif ? Le contrôle citoyen si le développement local est considéré comme une approche participative avec l'implication du citoyen dans la conception, la gestion le contrôle et la redevabilité des élus à l'égard de leurs administrés ?

## ii. Les champs du Forum

Les thématiques retenues pour cette 23<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako, sont issues des conseils, recommandations, suggestions formulées par les partenaires stratégiques de la Fondation lors des rencontres avec ces derniers conformément à la démarche participative retenue pour la co-construction de l'agenda du Forum.

**Ainsi, les travaux seront articulés autour de six approches :**

- **Axes 1 : Approche institutionnelle et politique,**
  - ✓ Problématique de l'aménagement du territoire de la gouvernance territoriale et du développement local en Afrique : sens, enjeux et défis ;
  - ✓ Aménagement du territoire et développement local ;
  - ✓ Les acteurs du développement local en Afrique : L'état, les collectivités territoriales, les communautés et les populations, Le secteur privé, les ONG
  
- **Axes 2 : Approche démographique, urbanistique, santé et sociale**
  - ✓ Enjeux du dividende démographique
  - ✓ La ville, démographie, urbanisation, migration : La transition démographique en Afrique : Implications pour la planification du développement social urbaine et rurale"

- ✓ Problématiques du foncier, de l'urbanisation de développement social urbain
  - ✓ Problématique de la santé et de l'éducation
  - ✓ Problématique de l'assainissement urbain
- **Axes 3 : Approche développement du capital humain**
- ✓ L'accélération de l'accès des populations aux services de base par le développement local
  - ✓ Le capital humain, moteur de performance pour un développement économique local et régional
  - ✓ L'amélioration de la qualité des services et des soins de santé maternelle au niveau local
  - ✓ La sécurité alimentaire une priorité essentielle pour le développement local et la coopération territoriale » ?
  - ✓ Problématique de la formation professionnelle, de l'emploi, de la croissance économique durable au niveau régional
  - ✓ La problématique du renforcement des capacités des acteurs sanitaires et sociaux dans les communes
  - ✓ ....
- **Axes 4 : Approche du développement économique local et régional**
- ✓ Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?
  - ✓ Construire les régions par le développement de projet structurant autour des infrastructures
  - ✓ Rôle des entreprises privées dans le développement local en Afrique subsaharienne
  - ✓ Nouvelle technologie pour le développement du capital humain :
  - ✓ La digitalisation de l'administration locale et ses enjeux pour le développement local
  - ✓ ...
- **Axes 5 : Approche sécuritaire, prévention et de paix**
- ✓ Territoires et conflits : La sécurité et la prévention du crime et autres multiples autres formes de conflits et de violences, enjeux essentiels de qualité de vie dans les communes

- ✓ La contribution des Collectivités Territoriales à la prévention des conflits et au maintien de la paix sur le Continent Africain”.
  - ✓ Quelle place pour les autorités traditionnelles dans la prévention des conflits communautaires au niveau local.
  - ✓ ....
- **Axes 6 : Approche gouvernance territoriale et local :**
- ✓ Gouvernance territoriale : enjeux, défis et perspective pour un développement harmonieux des territoires à l’abri du djihadisme
  - ✓ Outils pour une démocratie participative dans les collectivités territoriales au profit de l’amélioration des conditions de vie des populations
  - ✓ Analyse des outils et mécanismes de redevabilité dans le contexte du développement local
  - ✓ Ressources humaines pour un développement harmonieux des territoires
  - ✓ Coopération décentralisée et actions extérieures des collectivités territoriales au service du développement local
  - ✓ Participation des jeunes et des femmes au développement et à la gestion de la cité
  - ✓ Pour un renforcement des capacités des acteurs (État, élus et citoyens) du développement local et des élus des collectivités
  - ✓ Place, rôle et légitimité des autorités traditionnelles, religieuses et coutumière
  - ✓ ....
- **Financement du développement local et des projets structurants.**
- ✓ Problématique du financement du développement local et territorial
  - ✓ Fiscalité territoriale, développement régional et développement local : quelle interaction ?
  - ✓ La Culture, le marketing territorial et développement local : rôle joué par les activités culturelles, le tourisme culturel et les industries créatives dans le développement local.
- **Désenclavement numérique territorial, enjeux de l’amélioration des conditions de vie des citoyens et facteur de sécurité et de paix ;**



Trois panels de haut niveau traiteront de trois problématiques majeures identifiés avec les partenaires du Forum.

### iii. Résultats attendus :

Les organisateurs s'assignent les résultats attendus suivants :

- Une publication des actes du Forum.
- Un mémorandum remis aux plus hautes autorités du Mali
- Des propositions de bonnes pratiques issues de la capitalisation des expériences relevées durant les travaux issus de l'analyse des contraintes liées à la mise en œuvre des programmes de développement local et de proposition de solutions issus des échanges
- Des synergies en faveur des actions structurantes à plus grande échelle en faveur du Développement local, comme facteur de Paix et de sécurité.

## IV. DATE DU FORUM ET FORMAT DU FORUM

Le 23<sup>ème</sup> Forum de Bamako, se déroulera les 18, 19 et 20 mai 2023 à Bamako au Mali.

Le Forum se décline traditionnellement comme suit :

- **La cérémonie officielle d'ouverture du Forum et rencontres de haut niveau :**

La cérémonie d'ouverture officielle enregistre le discours du Président de la Fondation du Forum de Bamako, de SEM le Premier Ministre de la Transition ou son représentant et des principaux partenaires de l'édition.

Une conférence inaugurale est présentée par le Prof. Alioune SALL, Directeur de l'Institut des futurs africains (IFA), en charge de l'architecture du programme du Forum.

Elle se clôture par un discours d'ouverture par S.E.M le Premier ministre ou son représentant.

Les conclusions et recommandations du Forum seront remises à Son Excellence Monsieur le Président de la République du Mali et aux partenaires multilatéraux et bilatéraux présent.

## Les travaux du Forum :

Le Forum est structuré autour de **six axes, constitués de deux (02) panels thématiques par axe** et de **trois (03) panels de haut niveau** pour mieux gérer le temps, couvrir toutes les problématiques essentielles et mieux orienter les débats.

### – Off du Forum de Bamako :

Ce sont des *Side Event* organisés à la demande des partenaires de la 23<sup>ème</sup> édition du Forum : initiatives des partenaires, diners débat, projection de film, plateau TV.

## V. STRUCTURATION ET ORGANISATION PRATIQUE DU FORUM

### i. Structuration de forum de Bamako 2023

Le Forum de Bamako 2023 se déroulera sur trois jours avec une conférence inaugurale lors de la cérémonie d'ouverture. Tous les travaux se déroulent en plénière.

Les travaux se baseront sur des expériences nationales, africaines et internationales avec des regards croisés avec d'autres continents.

Pour couvrir le sujet **trois (03) Keynote speech, six (06) panels, trois (03) panels de Haut niveau** seront organisés, selon le canevas suivant :

#### Jour 1 :

Cérémonie d'ouverture

1<sup>er</sup> panel de Haut niveau :

- Axes 1 : Approche institutionnelle et politique
- Axes 2 : Approche démographique, urbanistique et sociale

#### Jour 2 :

2<sup>ème</sup> panel de Haut niveau :

- Axes 3 : Approche développement du capital humain
- Axes 4 : Approche du développement économique locale et régional
- Axes 5 : Approche sécuritaire, prévention et de paix

#### Jour 3 :

3<sup>ème</sup> panel de Haut niveau

- Axes 6 : Approche gouvernance territoriale :

Cérémonie de clôture

Chaque axe sera constitué de deux (02) panels d'une durée de 2h00 et sera animé par deux personnes-ressources : un président de séance/ modérateur et un rapporteur. Trois panélistes présenteront leurs communications. Au moins, deux de ces personnes-ressources devraient être une femme. Quinze minutes seront allouées au président/ modérateur pour introduire et conclure les travaux du panel, 15 minutes par communications et 45 minutes aux contributions et questions des participants.

S'agissant des modalités de contribution des panélistes identifiés, les propositions de communications de 300 mots maximum (titre, résumé et mots clés) sont à envoyer au secrétariat de l'organisation 60 jours avant la tenue du Forum, puis le projet a communication finale devront être envoyé 30 jours avant la tenue du Forum la communication complète, (10 000 mots maximum) pour les besoins de la publication des actes du Forum.

Par ailleurs, les communications seront distribuées aux participants sept jours avant le panel et les exposés faits en salle en seront simplement des résumés mettant l'accent sur les points saillants ou anticipant des questions éventuelles.

Les participants auront aussi la possibilité de poser leurs questions avant le panel de façon à permettre aux présentateurs de les prendre en charge dans leurs exposés introductifs.

Une traduction sera faite en français et anglais

Des dispositions seront prises par les organisateurs pour respecter strictement les mesures édictées par le Gouvernement dans le cadre de la prévention de la COVID 19. Dans ce cadre, certaines présentations et participations se feront en Webinaire. En plus du centre de conférence de l'hôtel, une autre salle de 100 places sera préparée pour accueillir les participants dans les conditions de distanciation sociale exigées.

## **ii. Approche méthodologique et instance de pilotage**

La méthodologique retenue se veut une approche participative et inclusive.

Deux instances pour la préparation intellectuelle, scientifique et logistique du Forum seront mise en place : un comité de pilotage et un comité scientifique appuyés si nécessaire par des points focaux nationaux.

Le **Comité de pilotage**, Il est l'organe chargé de prendre les grandes décisions relatives à l'organisation du Forum et veiller à leur application correcte. Présidé par

le Président du Forum, Il est composé de 10 personnes représentantes des structures répartis comme suit :

Le **Comité Scientifique** à dimension nationale et internationale sera composé de huit personnes ressources, praticiens du développement, universitaires, spécialistes et experts des thématiques retenues du Forum. Sa mission sera de proposer et d'affiner les thématiques des panels et des 3 panels de haut niveau au choix des conférences (i) ; identifier et proposer des invités (ii), sélectionner les communications proposées par les auteurs, les accepte avec ou sans modifications, les refuse, les trie selon les thèmes (iii), participer à l'élaboration de l'organisation définitive en thèmes et sous-thèmes (iv).

## **VI. MECANISMES DE PARTENARIAT**

La 23<sup>ème</sup> édition est organisée avec le Gouvernement du Mali en étroite partenariat avec l'organisation panafricaine faitière des collectivités territoriales du continent « Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique » (CGLU Afrique) et le Système des Nation Unies au Mali.

Seront également associées les associations des collectivités territoriales du Mali : l'Association des Municipalités du Mali, l'Association des Région du Mali.

## **VII. PRODUITS :**

À chacune de ses éditions, le Forum de Bamako produit **un mémorandum** qui est officiellement remis au Président de la République du Mali. Le Mémorandum constitue une synthèse des travaux du Forum, les contributions et communications faites lors des panels.

Le Forum vise à mettre à la disposition non seulement des autorités, des décideurs et organisations impliqués dans les questions de développement en Afrique, des outils d'analyse, de réflexion et des propositions sur les différentes thématiques abordées.

En plus du rapport de synthèse du Forum, différents documents et supports sont produits à l'issue des travaux : les actes du forum communications, articles de presse, émissions et débats à la radio et à la télévision, film documentaire de synthèse.



Ce sont là autant de documents et de supports accessibles au public, tant au niveau de la Fondation du Forum de Bamako, que sur son site officiel ([www.forumbamako.com](http://www.forumbamako.com)).

## VIII. PARTICIPANTS

Le Forum réunira environ trois milles (2 000) dont cinq cents 500 participants en présentiel, parmi lesquels :

- **Les hautes autorités et membres de Gouvernement** des pays membres du Sahel et de l'UA.
- **Les conférenciers** : Des conférenciers de haut niveau, nationaux et étrangers, présenteront les communications introductives et animeront les ateliers thématiques.
- **Les personnes ressources ou témoins** : Ce sont des personnalités publiques (anciens Chefs de gouvernement, ministres, experts internationaux, responsables politiques) tant nationaux qu'étrangers, apporteront leur témoignage et feront des retours sur leurs expériences pour partager les outils et stratégies mis en œuvre dans la participation des femmes au développement et à la paix.
- **Les représentantes des organisations de la société civile avec une attention particulière pour les organisations de jeunes et de femmes**
- **La Communauté scientifique** : universitaires ; chercheurs ; étudiants ; centres et instituts de recherche.
- **Les Think tank et fondations** intervenant en Afrique
- **Les partenaires techniques et financiers multilatéraux et bilatéraux** : ambassades, agences de coopération et acteurs clés de l'assistance technique travaillant activement sur les questions de genre et de l'égalité Homme Femme.
- **La communauté technique des praticiens du développement** : experts ONG associations, bureaux d'étude...
- **Les organisations féminines, leaders d'opinion et responsables des mouvements associatifs engagés dans la problématique.**
- **Les médias** : Chaque édition du Forum de Bamako suscite une forte mobilisation des médias nationaux et internationaux.

Exceptionnellement compte tenu des enjeux de la thématique de la 22<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako des délégations étrangères de nombreux pays seront invitées parmi lesquels : l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Egypte, l'Afghanistan, le Liban.

## **IX. COMMUNICATION ET VISIBILITE**

La composante communication est une composante importante du Forum, qui permet à chaque édition l'organisation de plusieurs émissions à la radio et à la télévision par les fournisseurs de services de communication que sont, outre l'Office de Radiodiffusion-télévision du Mali, la chaîne privée AFRICABLE, les stations privées de radio maliennes, les grands médias comme RFI, TV5, France 24, Africa 24, Vivafrik etc. Les rendez-vous télévisés sont réalisés avec les conférenciers et les personnes ressources invités au Forum.

Un plan de communication sera proposé aux partenaires techniques et financiers pour garantir leurs visibilitées tout au long du processus (avant, pendant et après) de préparation et de mise en œuvre de l'activité.

## **X. LES GRANDS THEMES ABORDES PAR LE FORUM DE BAMAKO**

Le Forum de Bamako se tient chaque année courant février. Les grands thèmes abordés durant les deux décennies passées :

- Janvier 2001 : La réhabilitation du capital humain et du savoir
- Février 2002 : NEPAD, un nouveau départ pour l'Afrique
- Février 2003 : Éducation et stratégies de développement en Afrique
- Février 2004 : Les privatisations en Afrique, quelle analyse critique ?
- Février 2005 : Culture et Développement
- Février 2006 : Quelle Afrique en 2025 ?
- Février 2007 : Intégration Africaine
- Février 2008 : L'Afrique, un nouveau Pôle Géostratégique, les enjeux.
- Février 2009 : La gouvernance
- Février 2010 : L'Afrique 50 ans après, le défi alimentaire, la faim du continent.
- Février 2011 : Quelles entreprises ? quels entrepreneurs pour un développement durable de l'Afrique ?

- Edition précédée de l'atelier sous régionale sur  
« l'Entreprenariat féminin dans le domaine de l'agro-industrie et  
l'agro-business en Afrique : État des lieux, opportunités et  
perspectives''
- Février 2012 : Quel État pour l'Afrique au 21<sup>ème</sup> siècle ?
- Février 2013 : États, Conflits et réconciliations nationales : enjeux de la  
cohésion social et défis de la gouvernance locale  
Paix, sécurité et développement dans la bande Sahélo-  
Sahélienne : défis de la mutualisation des dispositifs de sécurité  
et enjeux du développement et de la gouvernance locale
- Février 2014 : L'Émergence de l'Afrique à l'horizon 2035 : les défis, les  
opportunités et les parties prenantes' ?
- Février 2015 : 2e Forum Genre et Développement : « L'Émergence de  
l'Afrique à l'horizon 2035 : contraintes, défis et opportunités  
pour une participation effective des femmes ? »
- Juillet 2015 : L'Afrique entre chaos et émergence » ?
- Février 2016 : La croissance urbaine, un enjeu majeur au cœur des priorités  
nationales et régionales
- Février 2017 : Aménagement du territoire de l'espace sahélo-sahélien : facteur  
de sécurité, de développement et de paix »
- Février 2018 : Immigration : Quelles dynamiques entre l'Europe et l'Afrique ?
- Février 2019 : L'Afrique à l'horizon 2040 : entre mémoires et avenir
- Février 2020 : Développement durable et capital humain : bilan et priorités  
opérationnelles pour la Transition au Mali.
- Mai 2021 :

## **XI. PROGRAMME INDICATIF**

(À définir)



## **XII. CONTACTS**

### **Coumba TRAORE-PEYTAVIN**

Secrétaire générale du Forum de Bamako

Tél. 1 : +223 69 73 81 83 (Mali)

Tél. 2 : +336 67 59 35 52 (France)

Email : [traorecoumba1@gmail.com](mailto:traorecoumba1@gmail.com)

### **Ilias SIDIBE**

Assistant du Président de la Fondation du Forum de Bamako

Tél. 1 : +223 65 51 52 58

Tél. 2 : +223 78 52 36 32

Email : [sidibeilias@yahoo.fr](mailto:sidibeilias@yahoo.fr) et [ilias@forumbamako.com](mailto:ilias@forumbamako.com)